

Déremboursements, augmentation des mutuelles... Et surtout la santé ! Mieux vaudra ne pas tomber malade en 2010

Olivier Bonnet

Lundi 4 Janvier 2010



La traditionnelle formule des vœux de bonne année n'aura hélas jamais été aussi pertinente.

Face à une opinion publique anesthésiée par la propagande libérale omniprésente dans les grands médias et martelée par la majorité de la classe politique (tout l'UMP, mais aussi le Modem et la plupart des « socialistes »), le gouvernement a décidé la baisse du taux de remboursement de 35% à 15% d'une centaine de médicaments et la hausse du forfait hospitalier de 16 à 18 euros.

A cela s'ajoutent les [franchises médicales](#), qui responsabilisent les cancéreux pour leur apprendre à être moins malades... On se saura jamais trop fustiger la profonde injustice du procédé, stigmatisée dès mars 2007 par [l'Appel contre la franchise Sarkozy](#), sous la plume des médecins Christian Lehmann, Philippe Sopena et Martin Winckler :

« Environ 70% de la dépense totale est le fait de 10% de patients qui sont atteints de lourdes pathologies, parfois en fin de vie, et à qui on ne demande guère leur avis quant aux soins dont ils sont l'objet. Et dont la seule « responsabilité » serait de décider de ne plus se soigner. Est-ce la société que l'on veut ? ».

Celle que veulent les libéraux, oui. Qui n'ont de cesse, année après année, de rogner la part des soins remboursés par la Sécurité sociale dans une proportion que l'on peut enfin chiffrer, information délivrée d'une phrase au détour [d'un article du Parisien-Aujourd'hui en France](#) : « **les dépenses de santé à la charge des ménages ont progressé de 50% depuis 2001** ». Résultat, de plus en plus de Français renoncent désormais aux soins faute de moyens financiers, jusqu'à 39% [d'après un sondage](#).

De fait, sans mutuelle complémentaire, il est impossible de se soigner correctement. Or « *Il y a de plus en plus de Français qui renoncent à prendre une couverture complémentaire car ils n'ont plus les moyens financiers de l'assumer*, constate Serge Jacquet, président des mutuelles France-Sud, cité dans notre billet [L'eugénisme économique](#). On estime aujourd'hui que 8% de la population ne bénéficie pas d'une mutuelle, c'est un pourcentage énorme ».



Ca ne va pas s'arranger avec l'augmentation des tarifs des mutuelles en 2010, de 5% en moyenne, dont [nous prévient Jean-Pierre Davant](#), président de la Mutualité

française, représentant plus de 800 mutuelles pour 38 millions de personnes protégées : « les dépenses mises à la charge des mutuelles progressent. Ainsi, comme tous les ans, les dépenses de santé augmentent de 3 %. De plus, le gouvernement a décidé d'alourdir le forfait hospitalier de 2 €. Et il y a la grippe A qui, outre l'achat des vaccins, provoque une augmentation des consultations et des prescriptions. Enfin, considérant à tort que nous faisons des marges importantes, le gouvernement nous avait imposé l'année dernière une taxe de 3,4 % sur notre chiffre d'affaires, une ponction de 1 milliard d'euros. Beaucoup de mutuelles avaient fait l'effort de ne pas répercuter cette taxe sur les cotisations. Mais cette taxe est pérennisée. Nous sommes donc obligés de la répercuter sur nos adhérents ».



Des soins de moins en moins remboursés et des complémentaires qui augmentent : plus que jamais en 2010, « mieux vaut être riche et bien portant que fauché et mal foutu », comme avait titré l'immortel Max Pécas.

Pour justifier le dépeçage en règle de notre système de santé solidaire, en réalité uniquement motivé par la volonté de livrer ce juteux marché à l'avidité du secteur privé, le dogme libéral invoque *Le mythe du « trou de la Sécu »*, [démonté par Julien Duval](#). Or le vrai problème réside dans le financement : « Nous nous attendons à un déficit de 23,5 milliards en 2009 et entre 30 et 31 milliards en 2010. (...) L'ONDAM (Objectif national des dépenses d'assurance maladie) va être quasiment respecté en 2009 et, pour la première fois, nous parvenons à maîtriser la progression des dépenses deux années de suite un peu au-dessus de 3%. Mais la récession a provoqué un effondrement des recettes. C'est ce qui explique 65 % du déficit 2009 et 75 % du déficit prévisionnel 2010 », explique le ministre du Budget en personne, Eric Woerth, [au Figaro](#).

Donc en clair, pas de problème avec les dépenses mais pas assez de recettes. Et que décide le gouvernement ? Pas d'augmenter les recettes mais de diminuer encore les dépenses ! Autant dire que le remède s'apparente à la pose d'un sparadrap sur une jambe de bois, que le bénéfice sera dérisoire et le coût social exorbitant. Rabâchons donc sans relâche que les 31 milliards de déficit attendu en 2010 sont à mettre en perspective avec le montant total des exonérations patronales pour la même année : 31.5 milliards. [Citons Le Point](#), qui n'est pas précisément un brulôt anticapitaliste :

« **Le montant des exonérations de cotisations sociales ne cesse d'augmenter depuis les années 1990 et a plus que doublé entre 1999 et 2007. En 2008, il a augmenté de 13,1% (après +13,5% en 2007, +13,6% en 2006, +4,6% en 2005) ».**

Moins 100% pour les entreprises, plus 50% à la charge des ménages : entre ces deux chiffres se résume l'essence de la politique libérale menée depuis plus de dix ans en France - période Jospin et Strauss-Kahn incluse.

Sarkozy ne fait en la matière que donner de vigoureux tours de vis supplémentaires et parachever le travail. Qui arrêtera *Les fossoyeurs* de la Sécu ?



<http://www.plumedepresse.net/>